

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

*Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Équipement et de l'Aménagement Île-de-France*

Direction Territoriale de Seine-Saint-Denis

Service Écologie et Urbanisme Réglementaire

Pôle Urbanisme Réglementaire

**Arrêté préfectoral approuvant un Agenda d'Accessibilité Programmée
selon les dispositions des articles R. 111-19-31 et suivants
du Code de la Construction et de l'Habitation n° 093 001 15 A 0064**

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L. 111-7-5 à L. 111-7-11 et R. 111-19-31 et suivants ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

VU l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale, de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale, de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des établissements et installations recevant du public, modifiant et complétant le code de la construction et de l'habitation et le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

VU le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 juin 2013 portant nomination de Monsieur Philippe GALLI en qualité de Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 à R. 111-19-10 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ;

VU l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-2972 du 05 novembre 2014 portant attribution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-2975 du 05 novembre 2014 portant composition de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15-0395 du 02 mars 2015 modifiant la composition de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15-2427 du 14 septembre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Gilles LEBLANC, Directeur régional et interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France en matière administrative ;

VU la décision DRIEA-IF n°2015-1-1185 du 24 septembre 2015 portant subdélégation de signature à Monsieur Fabrice LEVASSORT, Directeur régional adjoint et Directeur Territorial de l'Équipement et de l'Aménagement de la Seine-Saint-Denis, et à ses collaborateurs ;

VU la demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée, présentée par la société LAPEYRE S.A. sise, 3 rue André Karman à Aubervilliers, représentée par Monsieur Bernard BARFETY, réceptionnée le 30 septembre 2015, enregistrée sous le numéro 093 001 15 A 0064, pour la mise en accessibilité de 124 établissements recevant du public, sur trois périodes de trois ans (9 ans) et pour un montant prévisionnel de travaux de 2 102 328 € HT ;

VU l'avis réputé favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

Considérant le calendrier prévisionnel de travaux, programmés sur 9 ans, fourni par la société LAPEYRE S.A ;

Considérant l'importance du patrimoine concerné par les travaux de mise en accessibilité, constitué de 124 établissements recevant du public, répartis sur 81 départements, décliné comme suit :

- 4 établissements de 4^{ème} catégorie ;
- 120 établissements de 5^{ème} catégorie.

Considérant la stratégie déterminant les priorités et orientations fournie par la société LAPEYRE S.A ;

Considérant le coût prévisionnel des travaux, estimé à 2 102 328 € HT, réparti comme suit :

- année 1 : 246 470 € HT ;
- année 2 : 230 135 € HT ;
- année 3 : 235 043 € HT ;
- période 2 (années 4, 5 et 6) : 715 218 € HT ;
- période 3 (années 7, 8 et 9) : 675 462 € HT.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Régional Adjoint, Directeur Territorial de la Seine-Saint-Denis.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'agenda d'Accessibilité Programmée tel que présenté par la société LAPEYRE S.A, représentée par Monsieur Bernard BARFETY, est **approuvé**.

ARTICLE 2 : La présente décision est notifiée à son bénéficiaire et sera enregistrée sur le document relatif aux Agendas d'Accessibilité Programmée disponible sur le site internet de la préfecture prévu par l'article R. 111-19-41. Une copie de cette décision sera transmise aux préfets des 81 départements sur lesquels sont situés les établissements recevant du public concernés par cet Agenda d'Accessibilité Programmée.

ARTICLE 3 : Compte-tenu de la catégorie des établissements et de la durée de l'Agenda d'Accessibilité Programmée s'étalant sur 3 périodes de trois ans, la société LAPEYRE S.A adressera les documents suivants au préfet de la Seine-Saint-Denis, avec copie au Maire d'Aubervilliers pour communication à la commission communale d'accessibilité :

- un point de situation sur la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée à l'issue de la première année ;
- un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'Agenda d'Accessibilité Programmée ;
- un document démontrant l'achèvement des travaux accompagné de justificatifs probants, réalisé dans les deux mois maximum suivant leur achèvement. Pour les établissements de 4^{ème} catégorie, cette attestation d'achèvement sera produite par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture. Pour les autres établissements classés en 5^{ème} catégorie, une attestation sur l'honneur accompagnée de justificatifs sera à produire pour chacun d'eux.

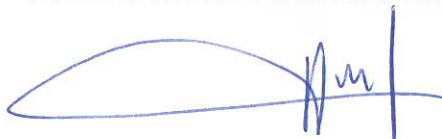
ARTICLE 4 : Il est rappelé que chaque établissement recevant du public fera l'objet d'une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, déposée au moins quatre mois avant le démarrage des travaux en mairie du lieu d'implantation de chacun d'eux. Les références du présent Agenda d'Accessibilité Programmée devront impérativement y figurer.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, Monsieur le Directeur régional adjoint, Directeur territorial de la Seine-Saint-Denis, ainsi que les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision préfectorale.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de MONTREUIL, 7 rue Catherine Puig (93100), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

A Bobigny, le 28 JAN. 2016

Pour le Préfet de la Seine-Saint-Denis et par délégation
Le Directeur Régional Adjoint
Directeur Territorial de la Seine-Saint-Denis

A blue ink signature consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical line and some smaller, less distinct strokes.

Fabrice LEVASSORT